

Initiatives ministérielles

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, qu'il est doux d'entendre un député de ce parti prendre la parole à la Chambre pour citer des passages qu'on dirait tirés de la Bible, son évangile. Il n'a qu'à en parler au premier ministre de la province d'Ontario. J'imagine que ce qu'il souhaite, c'est que nous tous, ceux qui sont de ce côté-ci de la Chambre et ceux qui sont de l'autre, suivions les prescriptions du premier ministre de l'Ontario.

Peut-être serait-il assez aimable pour dire s'il souscrit aux mesures prises par son collègue, le premier ministre de la province de Saskatchewan qui a vu un grand nombre de lits d'hôpital supprimés à la suite des mesures prises par son gouvernement. Pas plus tard qu'il y a 48 heures, heures de la Chambre, le député et son parti ont condamné d'autres gouvernements provinciaux.

Voyons voir s'il a l'honnêteté intellectuelle de se lever et de blâmer les gouvernements de la Saskatchewan et de l'Ontario.

Mais en ce qui concerne les trois questions qu'il a soulevées, permettez-moi de dire au député que son remède, dont il a manifestement abusé aujourd'hui, a affecté non seulement son cerveau mais également son raisonnement. En effet, il se trompe royalement à l'égard, non pas d'une question, de deux questions, mais bien de trois questions. Que l'on joue pour les Blue Jays ou pour les Expos de Montréal importe peu. À maintes et maintes reprises, nous avons dit clairement au député que nous allions renégocier l'Accord de libre-échange conclu avec les États-Unis.

Maintenant, pour le député néo-démocrate, c'est le moment de chercher à se rattraper. Bob White a appelé le leader du Nouveau Parti démocratique et lui a dit: «Tu as raté le coche la dernière fois. Tu aurais intérêt à être sur tes gardes. Tu dois être contre cet accord. Il faut absolument que tu fasses tout pour en venir à bout.» Voilà la position du Nouveau Parti démocratique.

Pour ce qui est de la TPS, le chef du Parti libéral a dit très clairement ce qu'il en pensait à la Chambre des communes. Je ne veux pas mettre en doute la fiche de présence à la Chambre. Je sais qu'il est presque toujours ici, mais il doit avoir manqué l'intervention du chef du

Parti libéral du Canada le jour où il a fait cette déclaration claire et sans équivoque en réponse à une question.

Quant à l'accord de libre-échange nord-américain, le député doit divaguer. Notre parti est celui qui a exigé que le gouvernement produise les documents en cause, qu'il nous tienne au courant et qu'il nous dise ce que sera le contenu de cet accord. Nous avons établi les critères à respecter pour qu'il puisse être conclu. Nous l'avons considéré comme une occasion de rouvrir l'Accord de libre-échange.

Je tiens à prévenir mon honorable collègue, avant qu'il prenne la parole et induise volontairement la Chambre des communes en erreur, qu'il devrait vérifier le texte de ce qui a été fait et dit à la Chambre, de part et d'autre. Nous connaissons la vraie raison qui a poussé le député à faire ces déclarations. C'est à cause des sondages qu'il lit sans cesse. Il sait que, dans sa province, son parti continue à perdre du terrain.

M. Skelly (North Island—Powell River): Monsieur le Président, je pense que nous avons là la preuve que tout le monde a droit à une bonne défense. Et il n'y a qu'un avocat, même médiocre et inefficace, qui puisse le faire.

Je félicite le député de la grandiloquence dont il a fait preuve en défendant la misérable position de son parti. Il n'y a rien d'équivoque dans la déclaration du député au sujet de l'abolition de la TPS. Il n'a tout simplement pas dit que son parti l'abolirait. Je voudrais faire remarquer qu'il n'a pas dit cela.

Il n'a pas dit que son parti se débarrasserait de la TPS. N'importe qui voudrait négocier une meilleure entente avec les Américains. Mais à moins de mettre un terme à cet accord, cet horrible accord que nous avons signé, la misérable et faible position du Parti libéral, si éloquemment défendue par le député de la Nouvelle-Écosse, tourne court. Il n'a pas prononcé la phrase clé que son parti se débarrasserait de l'Accord de libre-échange.

Ses collègues se sont présentés à la Chambre. Ils ont modifié la motion de manière à éliminer l'accord de libre-échange nord-américain. Ils se sont joints au NPD pour demander au premier ministre de leur fournir des détails sur les arrangements sectoriels qui ont été pris. Nous avons tous demandé ces choses-là. Mais, connaissant la réputation du Mexique et sachant que le Canada en souffrirait, ils n'osent pas déclarer qu'ils ne participe-